



Les Kurdes sont confrontés à de sombres options après le retrait des États-Unis

Oubliez un Kurdistan indépendant : Les Kurdes devront peut-être conclure un accord avec Damas pour partager leur région avec les réfugiés arabes sunnites.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Dans les annales des tweets explosifs de Trump, [celui-ci](#) est tout simplement stupéfiant : ici, nous avons un président des États-Unis qui révèle l'intervention de 8 billions de dollars au Moyen-Orient pour une guerre sans fin basée sur une « fausse prémisse ». Pas étonnant que le Pentagone ne rigole pas.

Le tweet de Trump fragmente le spectacle géopolitique surréaliste de la Turquie attaquant un territoire syrien de 120 kilomètres de long à l'est de l'Euphrate pour en expulser les Kurdes syriens. Même après que le président turc Recep Tayyip Erdogan ait approuvé avec Trump les termes de l'opération Orwellienne nommée « Opération Printemps de la Paix », Ankara peut maintenant être confrontée au risque de sanctions économiques étasuniennes.

Le récit occidental prédominant attribue aux Forces Démocratiques Syriennes (FDS), principalement kurdes, le combat et la défaite de l'État Islamique (EI), également connu sous le nom de Daesh. Les FDS sont essentiellement une collection de mercenaires travaillant pour le Pentagone contre Damas. Mais de nombreux citoyens syriens affirment que l'EI a en fait été vaincue par l'Armée Arabe Syrienne (AAS), l'expertise aérienne et technique russe et les conseillers et forces spéciales de l'Iran et du Hezbollah.

Bien qu'Ankara puisse considérer les Kurdes du YPG – les « Unités de Protection du Peuple » – et le PKK comme des « terroristes » (dans le cas du PKK aligné sur Washington), l'Opération Printemps de la Paix n'a dans le principe rien à voir avec un massacre des Kurdes.

Les faits sur le terrain permettront de savoir si l'offensive turque a été marquée par le nettoyage ethnique. Il y a un siècle, peu de Kurdes vivaient dans ces régions, peuplées principalement d'Arabes, d'Arméniens et d'Assyriens. Ce n'est donc pas un nettoyage ethnique sur des terres ancestrales. Mais si l'on en croit la ville d'[Afrin](#), les conséquences pourraient être graves.

Dans ce mélange étourdissant, entre en jeu un possible et rude [pacificateur](#) : la Russie. Moscou avait auparavant encouragé les Kurdes syriens à parler à Damas pour empêcher une campagne turque – en vain. Mais le ministre des Affaires étrangères Sergey Lavrov n'abandonne jamais. Il [a maintenant déclaré](#) : « *Moscou demandera le début des pourparlers entre Damas et Ankara* ». Les liens diplomatiques entre la Syrie et la Turquie

sont rompus depuis sept ans.

Alors que le Printemps de la Paix roule pratiquement sans opposition, le général kurde Mazloum Kobani Abdi a fait monter les enchères, déclarant aux Étatsuniens qu'il devra conclure un accord avec Moscou pour une zone d'exclusion aérienne pour protéger les villes et villages kurdes contre les forces armées turques. Les diplomates russes, officieusement, disent que cela n'arrivera pas. Pour Moscou, le Printemps de la Paix est considéré comme « *le droit de la Turquie à assurer sa sécurité* », selon les termes du porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov. Tant que cela ne se transforme pas en catastrophe humanitaire.

Pas de Kurdistan indépendant

Du point de vue de Washington, tout ce qui se passe dans le spectre instable Iran-Irak-Syrie-Turquie est soumis à deux impératifs : 1) géopolitiquement, briser ce qui est considéré régionalement comme l'axe de résistance : L'Iran, l'Irak, la Syrie, le Hezbollah ; et 2) géostratégiquement, empêcher l'intégration de l'Initiative Ceinture et Route dirigée par les Chinois en Irak et en Syrie, sans parler de la Turquie.

Quand Erdogan a fait remarquer que le sommet trilatéral d'Ankara le mois dernier a été « [productif](#) », il déclarait essentiellement que la question kurde avait été réglée par un accord entre la Russie, la Turquie et l'Iran.

Les diplomates ont confirmé que le Comité Constitutionnel Syrien travaillera d'arrache-pied à la mise en place d'une fédération, ce qui implique que les Kurdes devront retourner à Damas. Téhéran pourrait même jouer un rôle dans l'apaisement des choses, car les Kurdes iraniens sont également devenus très actifs au sein du commandement des YPG.

En fin de compte, il n'y aura pas de Kurdistan indépendant - comme l'indique une carte publiée précédemment par l'agence de presse *Anadolu*.

Du point de vue d'Ankara, l'objectif de l'Opération Printemps de la Paix fait suite à ce qu'Erdogan avait déjà annoncé au Parlement turc, à savoir organiser le rapatriement de pas moins de deux millions de réfugiés syriens vers un ensemble de villages et de villes répartis sur une zone de sécurité de 30 km de large sous la direction de l'armée turque.

Pourtant, rien n'a été dit sur ce qu'il advient d'un million et demi de réfugiés supplémentaires, 1,6 million présumés également en Turquie.

Les menaces kurdes visant à libérer le contrôle de 50 prisons détenant au moins 11 000 djihadistes de l'EI/Daesh ne sont que cela, des menaces. Il en va de même pour le camp de détention d'al-Hol, qui abrite 80 000 membres de familles de l'EI, un chiffre stupéfiant. S'ils étaient relâchés, ces djihadistes s'en prendraient aussitôt aux Kurdes.

Elijah Magnier, ancien correspondant de guerre et analyste des risques, [résume](#) parfaitement les vœux pieux des Kurdes par rapport aux priorités de Damas, Téhéran et Moscou :

Les Kurdes ont demandé à Damas, en présence de négociateurs russes et iraniens, de leur permettre de garder le contrôle des très riches gisements pétroliers et gaziers qu'ils occupent sur un peu moins du quart du territoire syrien. En outre, les Kurdes ont demandé qu'on leur donne le contrôle total de l'enclave à la frontière avec la Turquie sans aucune présence ou activité de l'armée syrienne. Damas ne veut pas jouer le rôle de garde-frontière

et souhaite reprendre le contrôle de tout le territoire syrien. Le gouvernement syrien veut mettre fin aux accommodements que les Kurdes offrent aux États-Unis et à Israël, comme cela a été le cas pour les Kurdes d'Irak.

Les options pour les Kurdes des YPG sont claires. Ils réalisent lentement qu'ils ont été utilisés par le Pentagone comme mercenaires. Soit ils deviennent membres de la fédération syrienne, renonçant à une certaine autonomie et à leurs rêves hyper-nationalistes, soit ils devront partager la région où ils vivent avec au moins deux millions de réfugiés sunnites arabes relocalisés sous la protection de l'armée turque.

La fin du rêve est proche. Dimanche, Moscou a négocié un accord selon lequel, les villes frontalières clés de Manbij et Kobane, dominées par les Kurdes, retournent sous le contrôle de Damas. Les forces turques devront donc reculer, faute de quoi elles seront directement confrontées à l'Armée Arabe Syrienne. L'accord qui change la donne doit être interprété comme un premier pas vers le retour de l'ensemble du nord-est de la Syrie sous le contrôle de l'État.

Le bilan géopolitique met en évidence un sérieux clivage au sein de l'accord d'Ankara. Téhéran et Moscou – sans parler de Damas – n'accepteront pas l'occupation turque de près d'un quart du territoire syrien souverain et riche en énergie, en remplacement de ce qui était de facto une occupation étasunienne. Les diplomates confirment que Poutine a souligné à plusieurs reprises à Erdogan l'impératif de l'intégrité territoriale syrienne. L'agence de presse syrienne SANA a qualifié le Printemps de la Paix « d'acte d'agression ».

Ce qui nous amène à Idlib. Idlib est une province pauvre et rurale peuplée de djihadistes salafistes ultra durs – la plupart d'entre eux sont liés à une myriade d'incarnations successives de Jabhat al-Nusra, ou Al-Qaïda en Syrie. En fin de compte, Damas, avec l'appui de la puissance aérienne russe, finira par nettoyer Idlib, générant une vague supplémentaire de réfugiés. En plus d'investir dans sa zone de sécurité au Kurdistan syrien, ce qu'Erdogan essaie d'empêcher, c'est un exode supplémentaire de 3,5 millions de sunnites, pour la plupart hardcore, en Turquie.

L'historien turc Cam Erimtan m'a dit comme il l'explique dans [cet essai](#), qu'il s'agit du conflit entre le « municipalisme libertaire » post-marxiste de l'axe turco-syrien PKK/PYD/YPG/YPJ et la marque de l'Islam défendu par le parti AKP de Erdogan :

« La fusion enivrante de l'islamisme et du nationalisme turc, qui est devenue la marque de fabrique et la monnaie commune de l'AKP dans la Nouvelle Turquie, fait que les Kurdes de Syrie, en tant que groupe social, sont désormais universellement identifiés comme les ennemis de l'Islam ». Ainsi, ajoute Erimtan, « les Kurdes ont maintenant pris la place d'Assad comme ennemi impie à côté qui doit être vaincu ».

Sur le plan géopolitique, le point crucial reste qu'Erdogan ne peut se permettre de s'aliéner Moscou pour une série de raisons stratégiques et économiques, allant du gazoduc Turk Stream à l'intérêt d'Ankara d'être un noeud actif de l'Initiative Ceinture et Route ainsi que de l'Union Économique Eurasienne et de devenir membre à part entière de l'Organisation de Coopération de Shanghai, tous axés sur l'intégration eurasienne.



Le gazoduc Turk Stream

Gagnant-gagnant

Et alors que la Syrie s'effondre, l'Irak se calme.

Le Kurdistan irakien vit un monde à part et n'a pas été touché par les protestations irakiennes, motivées par de [véritables griefs](#) contre le marécage de la politique corrompue au cœur de Bagdad. Les détournements ultérieurs pour un programme géopolitique spécifique étaient inévitables. Le gouvernement affirme que les forces de sécurité irakiennes n'ont pas tiré sur les manifestants. C'était le travail des tireurs d'élite.

Des hommes armés en cagoules ont attaqué les bureaux de nombreuses chaînes de télévision à Bagdad, détruisant le matériel et les installations de diffusion. En outre, des sources irakiennes m'ont dit que des groupes armés visaient des infrastructures vitales, comme les réseaux et les centrales électriques, en particulier à Diwaniyah, dans le sud. Cela aurait plongé tout le sud de l'Irak, jusqu'à Bassorah, dans l'obscurité, déclenchant ainsi de nouvelles protestations.

L'analyste pakistanais Hassan Abbas a passé 12 jours à Bagdad, Najaf et Karbala. Il a déclaré que la police fortement militarisée s'est occupée des protestations, « *optant pour l'usage de la force dès le départ - une mauvaise stratégie* ». Il a ajouté : « *Il y a 11 forces de l'ordre différentes à Bagdad avec différents uniformes - la coordination entre elles est extrêmement faible dans des circonstances normales* ».

Mais surtout, a souligné Abbas :

« Beaucoup de gens à qui j'ai parlé à Karbala pensent que c'est la réponse étasunienne à l'inclinaison irakienne vers la Chine ».

Cela correspond tout à fait à cette [analyse exhaustive](#).

L'Irak n'a pas suivi les sanctions - illégales - de l'administration Trump sur l'Iran. En fait, elle

continue d'acheter de l'électricité à l'Iran. Bagdad a finalement ouvert le poste frontière crucial entre l'Irak et la Syrie d'Al-Qaem. Le Premier ministre Adel Abdel Mahdi veut acheter des systèmes de missiles S-400 à la Russie.

Il a également déclaré explicitement Israël responsable du bombardement de cinq entrepôts appartenant au Hashd al-Shaabi, les unités de mobilisation populaire. Et non seulement il a rejeté l'accord du siècle conclu par l'administration Trump entre Israël et la Palestine, mais il a également essayé de faire office de médiateur entre l'Iran et l'Arabie Saoudite.

Et puis il y a – quoi d'autre ? – la Chine. Lors d'une visite d'État à Pékin le 23 septembre, Mahdi a conclu un accord « gagnant-gagnant » : de nombreux approvisionnements pétroliers ont été négociés avec des investissements dans la reconstruction de l'infrastructure. Et l'Irak sera un nœud certifié de l'Initiative Ceinture et Route (BRI), avec le président Xi Jinping vantant un nouveau « partenariat stratégique Chine-Irak ». La Chine envisage également d'entreprendre des travaux post-reconstruction en Syrie pour en faire un nœud clé des Nouvelles Routes de la Soie.

Ce n'est pas fini tant que la grosse dame (chinoise) chante en faisant des affaires. Pendant ce temps, Erdogan peut toujours chanter sur l'envoi de 3,6 millions de réfugiés en Europe.

Ce qui se passe, c'est une quadruple victoire. Les États-Unis effectuent un retrait pour sauver la face, que Trump peut vendre en évitant un conflit avec la Turquie alliée de l'OTAN. La Turquie a la garantie – par les Russes – que l'armée syrienne contrôlera la frontière turco-syrienne. La Russie empêche l'escalade de la guerre et maintient en vie le processus de paix russo-irano-turc. Et la Syrie finira par reprendre le contrôle de ses gisements de pétrole et de l'ensemble du nord-est.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[Kurds Face Stark Options after US Pullback from Northern Syria](#), publié le 15 octobre 2019

Cet article a été publié initialement en anglais par [Asia Times](#)

Traduction par [Réseau International](#)

Source de la photo en vedette: [flickr.com](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Pepe Escobar](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca